

Dès l'ouverture du débat, M. Molotov, conformément à la politique soviétique, préconisa la participation des Gouvernements est-allemand et ouest-allemand. Des motifs évidents amenèrent ses collègues de l'Ouest à opposer leur veto à cette proposition. Advenant que le Gouvernement de la zone soviétique, dépourvu de tout caractère représentatif et dont les soulèvements de juin avaient nettement révélé la faillite politique, eût été autorisé à participer à ce moment à la discussion sur l'Allemagne, il aurait été difficile plus tard de lui refuser de participer à un Gouvernement de toute l'Allemagne.

Le plan Eden

M. Eden a alors présenté ce qu'on a appelé depuis le plan Eden pour la réunification de l'Allemagne, bien que ce projet eût été soigneusement élaboré d'avance par les trois puissances occidentales et adopté après consultation avec la République fédérale. Le plan Eden comprenait cinq parties:

- I. Elections libres et au scrutin secret dans toute l'Allemagne sous surveillance internationale;
- II. Convocation d'une Assemblée nationale;
- III. Rédaction d'une constitution et préparation des négociations du traité de paix;
- IV. Adoption de la constitution et formation d'un Gouvernement de toute l'Allemagne chargé de négocier le traité de paix;
- V. Signature et entrée en vigueur du traité de paix.

Le lendemain, 30 janvier, M. Molotov commença par convenir qu'il n'y avait pas lieu pour les Gouvernements est-allemand et ouest-allemand de participer à leurs délibérations. Puis, passant au plan Eden, il formula deux critiques. D'abord, en faisant appel à l'étranger pour la surveillance de leurs élections, le projet dénotait un esprit de méfiance à l'endroit des Allemands. En second lieu, le Gouvernement allemand constitué à la suite des élections ne serait pas libre, étant lié par les engagements que le Gouvernement ouest-allemand avait contractés en vertu du traité de la CED.

La seconde critique de M. Molotov est devenue l'un des points cruciaux de toute la discussion sur l'Allemagne. Les ministres occidentaux se sont appliqués à le convaincre qu'un gouvernement élu par toute l'Allemagne serait libre d'accepter ou de rejeter les obligations envers la CED contractées antérieurement par le Gouvernement de l'Allemagne occidentale. Sur le plan juridique, il s'agissait d'une donnée évidente. Du point de vue politique, cependant, c'était là une attitude fort courageuse de la part des ministres de l'Ouest. En effet, malgré leur désir de voir la France ratifier le traité, tous les trois donnaient ainsi aux éléments français qui s'opposent à la CED l'occasion de faire valoir que l'on demandait aux Français de se lier par un traité pour cinquante ans tandis qu'il resterait loisible aux Allemands de se dégager quand leur pays aurait été réunifié. Ce geste n'en est pas moins demeuré vain, étant donné le refus de M. Molotov d'entendre leurs explications. Se rendant compte de la faiblesse de ses arguments contre le plan Eden, il eut recours à tous les raisonnements, si spécieux fussent-ils, pour rattacher le projet à la CED, se sentant de la sorte en meilleure posture parce qu'il pouvait faire appel aux sentiments d'hostilité soulevés contre la CED tant en Allemagne qu'en France.

Les
sécurité
persiste
analyser
magne,
la sécur

Le plan

Apr

propre]

le traité

tentaient

soviétiq

soumis]

du proje

toutes le

rait à ne

propres

diaires,

l'Allema

serait re

ses forc

défense

En

tel traité

les supp

de trois

soumett

de l'élab

alleman

mand, u

six mois

En

tant à]

une pro

ouest-al

ment to

élabora

tions de

ingéren

la nég

assigna

aux par

cratie, f

qualifié

que, et

blique

Buts so

Ce

de deu